

menacent si gravement le contrôle des armements. Le problème primordial aujourd'hui n'est pas d'ordre moral ou technique; aucune des deux superpuissances ne veut d'un holocauste nucléaire. L'intelligence humaine, capable d'inventer des armes, peut leur trouver des contrôles. Le problème est plutôt d'ordre politique et l'ONU est l'une des enceintes où nous devons collaborer pour ramener un monde au bord de l'abîme nucléaire.

Certains ne croient aucune évolution possible dans l'état actuel de tensions. Ils citent en exemple l'absence de progrès dans presque tous les secteurs du contrôle des armements. De l'avis du Canada, il faut agir et donc il est possible d'agir.

Les grandes décisions incombent aux superpuissances mais nous partageons tous la responsabilité. Des initiatives multilatérales, menées et encouragées par des puissances moyennes et des petits pays, peuvent aider à assainir le climat et à mettre à l'ordre du jour des propositions précises et réalisables.

Pour sa part, le Canada est décidé à continuer de jouer un rôle de chef de file dans la recherche de la paix et du désarmement. Nous croyons que la course aux armements nucléaires menace la vie de chaque Canadien et l'existence même de la société humaine. Des pays comme le mien doivent user de leur influence pour renverser ce mouvement et réduire le danger de destruction. Cet objectif sera une priorité constante de la politique extérieure du Canada.

Le Canada n'est pas neutre dans le débat entre sociétés ouvertes et fermées. Nous affirmons activement et défendons les valeurs que sont la démocratie et la liberté individuelle. Nous croyons qu'il est essentiel de poursuivre simultanément les objectifs de paix et de sécurité.

Le Canada cherchera, par des initiatives concrètes et réalistes, à favoriser l'élaboration d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires. Nous encouragerons les superpuissances et les instances multilatérales à discuter de toutes les armes basées dans l'espace extra-atmosphérique et nous commanderons de nouvelles études sur la meilleure façon de vérifier l'interdiction de telles armes. Nous oeuvrerons en vue du succès de la conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, qui doit avoir lieu l'an prochain, afin d'empêcher la prolifération horizontale des armes nucléaires. Nous mettrons nos compétences techniques au service de mesures de vérification qui agiront comme garants de la confiance et de la sécurité mutuelle dans les secteurs où des accords de contrôle des armements sont réalisables. Nous favoriserons la conclusion d'un accord sur une réduction mutuelle et équilibrée des forces classiques en Europe, cherchant de la sorte à réduire le risque